



Régie du SDDEA

*Cité administrative des Vassaulles
CS 23076 - 10012 TROYES CEDEX*

Date de convocation :

09 02 2023

Date d'affichage :

09 02 2023

Nombre de membres : 33

**Nombre de membres en
exercice :** 33

**Nombre de membres qui
assistent à la séance :** 19

Ayant pris part au vote :

28 dont 9 procurations

Résultat du vote :

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Avis du Bureau Syndical :

Favorable : 5

Défavorable : 0

Abstention : 0

Extrait du registre des délibérations

Séance du 15 02 2023

L'an deux mille vingt-trois, le quinze février à quatorze heures trente, les membres du Conseil d'Administration légalement convoqués se sont réunis en salle du Conseil du Centre des Congrès, sous la présidence de Monsieur Nicolas Juillet, Président de la Régie du SDDEA.

Sont présents :

Mmes et MM. JUILLET, VIART, HOMEHR, BOISSEAU, BRET, DRAGON, FIGIEL, GAUDY, GERMAIN, GUNDALL, HILTZER, JACQUARD, LEROY, MAILLAT, MAILLET, PACKO, POILVE, THOMAS, ZAJAC.

Sont excusés et donnent procuration :

M. DUQUESNOY donne procuration à M. DRAGON,
M. GROSJEAN donne procuration à GUNDALL,
M. JAY donne procuration M. BRET,
M. LAMY donne procuration M. JUILLET,
Mme LANTHIEZ donne procuration à M. JUILLET,
Mme LE CORRE donne procuration à M. BOISSEAU,
M. MANDELLI donne procuration à M. DRAGON,
M. MASURE donne procuration à M. MAILLET,
M. PELOIS donne procuration à Mme ZAJAC.

Sont Absents :

Mme et MM. AUBRY, BAILLY-BAZIN, BOULARD, FINELLO, LEIX.

Assiste également à la réunion :

M. GILLIS, Directeur Général de la Régie du SDDEA.

Secrétaire de séance :

Mme Gaudy a été élue secrétaire de séance.

Au titre du Bureau Syndical hors membre du Conseil d'Administration y compris procurations :

MM. ANTOINE, BANACH, BRIQUET, THIEBAUT, VIART.

OBJET DE LA DELIBERATION	Lancement d'un appel d'offres relatif à l'accord cadre de service pour la réalisation d'études géotechniques
---------------------------------	--

Pièce-jointe : Rapport de présentation de lancement d'appel d'offres

Vu le Syndicat Mixte Ouvert de l'Eau, de l'Assainissement Collectif, de l'Assainissement Non Collectif, des Milieux aquatiques et de la Démoustication (SDDEA), créé depuis le 1^{er} juin 2016 en application de l'arrêté préfectoral DCDL-BCLI 201681-0003 du 21 Mars 2016 ;

Vu les statuts du SDDEA dans leur version en vigueur à la date de la séance ;

Vu la délibération n° 3 du Syndicat SDDEA en date du 2 juin 2016, portant création de la Régie du SDDEA ;

Vu les statuts de la Régie du SDDEA dans leur version en vigueur à la date de la séance ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration n°CA20201022_4 du 22 octobre 2020 relative aux pouvoirs du Directeur Général de la Régie ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la Commande publique.

LE PRESIDENT EXPOSE AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

La consultation concerne les études géotechniques de la Régie du SDDEA.

La procédure est allotie de la façon suivante :

Lots	Intitulés	Montant estimatif annuel HT	Montant maximum Global HT
1	Etudes géotechniques pour pose de canalisations	150 000 €	900 000,00 €
2	Etudes géotechniques pour ouvrages divers	150 000 €	900 000,00 €
Total		300 000 €	1 800 000 €

Le lot n° 1 concerne des études géotechniques à réaliser pour des projets de pose de canalisations enterrées. Ces études géotechniques servent principalement à valider le type de sol en place afin de déterminer la possibilité de le réemployer ou non dans la tranchée. Ces études servent aussi à valider le potentiel agressif des sols en place. Puisque ces études sont plus simples à réaliser et puisque le nombre de sondages peut facilement être déterminé, ce lot n° 1 est en marché à bons de commandes. Il convient de noter que les études géotechniques pour les conduites qui seront posées de manière particulière (forage dirigé sous rivière, voies ferrées, pose complexe etc.) seront traitées dans le lot n°2. Ces études géotechniques doivent permettre de fournir les données géotechniques permettant d'une part la justification de la tenue des ouvrages et d'autre part la réalisation du projet. Les données nécessaires sont :

1. Identification des risques éventuels (sols compressibles, marnières, ...).
2. Contraintes environnementales (proximité d'autres ouvrages, vibration, perméabilité des sols, possibilité d'utilisation de matériaux autocompactants...).
3. Présence d'une nappe, traitement des venues d'eau
4. Nature des sols selon la norme NF P 11-300 5 (Agressivité des sols notamment). Nécessité de traiter le fond de fouille.
6. Réutilisation des déblais en enrobage et/ou en remblai.
7. Utilisation d'une membrane géotextile si nécessaire.
8. Compacité du sol en place. Les études géotechniques pour les conduites posées de manière particulière (forage dirigé sous rivière, voies ferrées, etc.) sont exclues du lot n°1.

Toutes les autres études géotechniques seront traitées dans le lot n° 2 en marché subséquent puisque ces études géotechniques seront liées à différents types d'ouvrages qui sont tous différents les uns des autres. Par exemple une usine de traitement a une masse au sol différentes en fonction des équipements intérieurs qui seront mis en place, un réservoir d'eau potable n'a pas la même hauteur d'eau et donc de masse au sol, etc. Les études géotechniques du lot n° 2 peuvent aussi servir pour des ouvrages de gestion des inondations pour lesquels des essais d'érosion sont parfois requis, etc. Des marchés subséquents seront donc requis pour le lot n° 2 afin de définir le projet pour lesquels l'étude géotechnique doit être réalisée.

L'attribution des lots est multi-attributaires (3 attributaires).

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il est susceptible d'être reconduit quatre fois par période annuelle de douze mois.

Le rapport annexé précise les éléments particuliers de la procédure de mise en concurrence.

Une Commission d'appel d'offres se réunira en mai 2023 afin d'attribuer les marchés correspondants.

C'est dans ce contexte, qu'il est demandé aux membres du Conseil d'Administration d'autoriser le lancement de l'appel d'offres relatif à l'accord-cadre de service pour la réalisation d'études géotechniques.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

- **D'AUTORISER** le Directeur Général de la Régie du SDDEA à procéder au lancement de la procédure d'appel d'offres relative à l'accord-cadre de service pour la réalisation d'études géotechniques ;
- **DE DONNER** tout pouvoir au Directeur Général de la Régie du SDDEA à signer tout acte administratif, juridique, financier ou technique, notamment de nature conventionnelle, à intervenir en application ou en exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.ⁱ

**Pour extrait conforme,
Le Président,**



NICOLAS JUILLET
2023.03.02 21:06:48 +0100
Ref:20230224_091402_1-3-O
Signature numérique
le Président

Nicolas JUILLET

Nicolas JUILLET

ⁱ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne (R.421-1 du code de justice administrative) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par les services du contrôle de légalité.